



AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE : LES CONSÉQUENCES CONCRÈTES AU QUOTIDIEN !

Même si nous ne savons pas ce que seront précisément les projets de lois de finances du budget de l'État et du financement de la sécurité sociale, les lettres de cadrage envoyées par les ministres démissionnaires en charge du budget et des comptes publics vont a priori dans le même sens que 2024, réajustés des annulations de crédits de 10 milliards en janvier 2024, puis des 10 milliards de juin 2024...

La petite musique du moment nous prépare à une austérité aggravée avec des réductions de dépenses publiques et sociales importantes sous prétexte d'un déficit public non maîtrisé. Les mêmes recettes seront donc mises en œuvre dans les prochaines semaines : celles de l'injustice fiscale et donc de l'injustice sociale. Et ce ne sont pas les petits aménagements ici ou là pour nous faire penser que les attentes des citoyennes et citoyens ont été entendues qui modifieront la trajectoire qui semble s'engager.

MAIS C'EST QUOI L'AUSTÉRITÉ DANS LE QUOTIDIEN PROFESSIONNEL D'UN AGENT DES FINANCES PUBLIQUES ?

Des crédits de fonctionnement en baisse qui entraînent la DG et certaines directions à :

- Reporter la formation continue en 2025
- À mettre les équipes de renforts (EDR) en télétravail obligatoire pour réduire leurs frais de déplacement
- Accueillir les nouvelles et nouveaux agents en visio...
- Faire stagner notre rémunération, alors que le rattrapage dû aux agentes et agents de la DGFIP, techniciens et impliqués, est loin d'être établi
- Mais aussi sans aucun doute procéder à de nouvelles suppressions d'emplois, détériorant toujours plus les conditions de travail et l'exercice de nos missions de service public.

MAIS C'EST QUOI L'AUSTÉRITÉ DANS LE QUOTIDIEN PERSONNEL D'UN AGENT DES FINANCES PUBLIQUES ?

- Des fins de mois difficiles, car son pouvoir d'achat est plus qu'en berne
- En matière de santé ce sont la poursuite des déremboursements des soins, une présence médicale de plus en plus éloignée des populations avec la fermeture de lits ou d'établissements de soins dus aux politiques budgétaires de réduction de la dépense
- des arrêts maladies qui pourraient avoir un impact financier plus important (augmentation du nombre de jours de carence, diminution du taux de remplacement de la rémunération,...) !

Pour Solidaires Finances Publiques l'austérité n'est pas une fatalité, d'autres choix doivent s'imposer, en arrêtant les coupes budgétaires et en instaurant une fiscalité plus juste, plus progressive, plus redistributive générant des recettes fiscales supplémentaires.

Une taxation accrue des revenus financiers des plus riches et des entreprises qui distribuent des dividendes trop importants au détriment de leurs salariés en est un moyen.

Ces choix permettraient de mieux répartir les richesses et d'assurer des services publics de qualité, de relancer l'économie en donnant un nouveau souffle à la consommation...

**NOTRE QUOTIDIEN NE DOIT PAS ÊTRE LA VARIABLE D'AJUSTEMENTS DE
NOUVELLES COUPES BUDGÉTAIRES !**

**LE 1^{ER} OCTOBRE, EXPRIMONS ENSEMBLE
PAR LA GRÈVE ET LES MANIFESTATIONS QUE
D'AUTRES ORIENTATIONS SONT POSSIBLES !**